de les chiffrer exactement, sans dépendre des conditions locales, telles que troubles parmi les populations indigènes, maladies épidémiques, bonnes ou mauvaises années de culture, etc. ; l'énergie hydro-électrique amènera des conditions d'hygiène beaucoup meilleures, grâce à l'éclairage électrique, à la production du froid à bon marché, aux tramways électriques, etc. ; la création des barrages importants et les facilités de pompage permettront vraisemblablement d'installer les irrigations si nécessaires à l'agriculture de notre colonie, tandis que le faible prix de revient du kilowatt-heure amènera peut-être la création des usines nitratières productrices de l'engrais indispensable aux récoltes abondantes. Considérons, enfin, que si chaque année amène forcément un prix plus élevé pour la tonne de charbon, chaque année permet aux installations hydro-électriques existantes, de baisser leur prix de vente du kilowatt-heure. On admettra, dans ces conditions, que faciliter l'installation de ces usines hydro-électriques constitue pour un Gouvernement une besogne sage et prévoyante.

**

« Au point de vue de notre colonie, nous pourrions donc conclure en disant :

« Les forces hydrauliques du Congo sont ses seules grandes sources d'énergie reconnues existantes à ce jour ; elles sont également celles qui conviennent le mieux aux conditions locales ; elles sont situées exactement là où d'importants besoins d'énergie se feront d'abord sentir ; elles représentent une des principales richesses naturelles du pays, mais elles exigent plusieurs années d'études préalables avant de pouvoir être utilisées économiquement et sans risques.

« A l'exemple des principaux gouvernements, nous devons, par conséquent, nous préoccuper du problème de la meilleure utilisation de nos grandes forces hydrauliques et nous devons avant tout mettre ces importantes ressources naturelles de notre colonie à l'abri des accapareurs éventuels.

« Le Gouvernement semble devoir, dans ces conditions, se réserver toutes les forces hydrauliques de notre colonie, tout en favorisant la mise en valeur par un service d'études intelligemment installé et par une législation bien comprise.

« S'il est possible d'étudier dès maintenant une *législation appropriée*, il ne faut malheureusement pas songer à installer immédiatement un service d'études de toutes les forces hydrauliques de notre colonie ; un tel service nécessiterait des dépenses par trop considérables et trop longtemps improductives. Il semble cependant que l'on puisse reconnaître tout au moins les principales forces hydrauliques les mieux situées et étudier le régime des cours d'eau correspondant.

« On devra en tout cas prendre formellement la décision de n'accorder des concessions qu'après études sérieuses des chutes demandées, ces études pouvant, du reste, être faites par le demandeur de la concession et remboursées éventuellement par le Gouvernement.

« Dans cet ordre d'idées, certaines chutes importantes viennent d'être étudiées par la Compagnie du chemin de fer du Congo : le service d'études installé par cette Compagnie pourra constituer une base sérieuse aux études générales que le Gouvernement de la colonie doit poursuivre au sujet des grandes forces hydrauliques du Congo belge.

« La question actuellement posée des forces hydrauliques du Congo doit être résolue prochainement, si l'on veut permettre à la Colonie le développement qui lui est nécessaire. Pour qu'un pays soit vraiment *privilegié*, il lui faut non seulement, sous un climat habitable, des voies d'accès et de communication économiques, une main-d'œuvre suffisante,

des richesses naturelles, telles que produits minéraux et végétaux, mais encore une forme d'énergie *abondante*. Certains pays possèdent des gisements houillers considérables, d'autres tirent l'énergie qui leur est nécessaire des réserves pétrolifères de leur sous-sol : notre colonie possède ses forces hydrauliques naturelles ! Reste à la Belgique à comprendre et à solutionner le problème de leur meilleure utilisation ».

**

Plus récemment, M. Robert THYS poursuivant son étude, a publié sous les auspices de la Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie, un intéressant ouvrage « Essai sur l'amélioration du régime du fleuve Congo par la régularisation du débit des lacs et anciens lacs congolais », où il pose le problème avec le désir de provoquer sa mise à l'étude pour le plus grand bien de la colonie.

Ayant fait partie de l'Armée Britannique depuis sa participation à la guerre, il a suspendu ses travaux.

Pour que le fruit n'en fût pas perdu, il était nécessaire que les observations hydrométriques si bien organisées par M. THYS fussent poursuivies avec méthode, et qu'un service officiel d'étude du régime des cours d'eau fût créé. Les postes d'observation installés par la mission dont nous avons parlé, ont continué jusqu'à présent à fournir à la Compagnie du chemin de fer de précieux renseignements, qui viennent compléter les premiers.

Nous avons l'assurance que M. le capitaine THYS voudra bien les exposer aux lecteurs de *La Houille Blanche*, dès que les très absorbantes occupations résultant pour lui de son rappel récent à ses fonctions d'ingénieur lui auront rendu la possibilité de nous les faire connaître avec plus de détail.

LA HOUILLE BLANCHE ET LE REBOISEMENT

L'insuffisance des gisements houillers que possède la France préoccupe depuis bien longtemps les industriels ; tout le monde a souffert pendant la guerre de la crise du charbon et l'utilisation de l'énergie hydraulique, unanimement appelée *Houille blanche*, a tenu la place principale dans le Congrès du Génie civil qui s'est ouvert à Paris le 18 mars 1918 devant M. le Président de la République.

La France est en effet abondamment pourvue d'énergie hydraulique, dont la conversion et le transport électriques devraient fournir la majeure partie de ses forces motrices pour suppléer à la pénurie de charbon. Il y a lieu, dans ces conditions, d'examiner la situation au point de vue de la consommation en houille noire, des ressources offertes par la houille blanche pour son remplacement, et des obstacles rencontrés jusqu'ici par cette substitution.

La consommation française du charbon se répartissait avant la guerre, ainsi qu'il suit : (1)

EMPLOIS DU CHARBON	Tonnes
Chemins de fer	11.450.000
Marine marchande	1.160.000
Industries diverses	18.000.000
Foyers domestiques	11.750.000
Métallurgie	11.450.000
Mines	4.900.000
Usines à gaz	4.600.000
Total de la consommation française.	63.310.000

(1) JEAN REY — « L'utilisation des forces naturelles », *Congrès général du génie civil*, section VI, page 4.

Un tiers de cette houille provenait de l'étranger et près de la moitié était brûlée sous des chaudières pour produire les 9.180.000 chevaux-vapeur nécessaires aux chemins de fer, aux bateaux et à l'industrie.

Ces 9.180.000 HP ne représentant que le double des 4.500.000 HP de puissance hydraulique dont la France dispose en plus basses eaux, la substitution de la houille blanche à la moitié des machines à vapeur doit être réalisée le plus tôt possible. On peut d'ailleurs envisager que la substitution devrait s'étendre à la majeure partie des forces motrices, dans la production desquelles la vapeur interviendrait seulement pendant les basses eaux pour actionner des machines de secours, puisque la puissance hydraulique de 8 à 10 000.000 HP disponible en eaux moyennes n'est pas inférieure à la puissance totale des machines à vapeur.

L'emploi général de la houille blanche pour les forces motrices n'est en somme qu'une question d'espèce, où l'on doit apprécier dans chaque cas particulier le côté financier, mais où l'on ne saurait, dans l'ensemble, perdre de vue l'intérêt national qui s'attache à diminuer l'importation des charbons étrangers. La guerre a d'ailleurs fait éclater cet intérêt national aux yeux des plus aveugles ; car, en intensifiant la fabrication des munitions, la France aurait dû consommer plus de charbon en 1916 qu'en 1913, comme a fait l'Angleterre dont la consommation s'est accrue de 6 millions de tonnes (1) ; mais il aurait fallu pour cela pouvoir en importer 44 millions quand l'Angleterre n'en exportait que 40, et l'importation française de 1916 s'est trouvée réduite à 20.955.211 tonnes. C'est un déficit de 23 millions de tonnes, dont tout le monde a souffert, qui ne se serait pas produit si la France avait, avant la guerre, utilisé les deux tiers seulement de sa puissance hydraulique (2).

Un tel résultat est malheureusement bien loin d'être atteint, car la puissance hydraulique aménagée pendant les trente-trois ans écoulés depuis les célèbres expériences de Creil atteint seulement 1.500.000 HP, dont 850.000 installés en toute hâte depuis le commencement de la guerre. Elle ne représente encore qu'un sixième de l'énergie disponible en eaux moyennes, et l'irrégularité des débits torrentiels ne permet malheureusement pas d'espérer un rapide accroissement de cette faible proportion.

C'est en effet à l'étendue et au relief considérable de ses régions montagneuses que la France est redevable de ses importantes ressources en houille blanche, mais elle n'a pu jusqu'à ce jour en utiliser qu'une bien faible partie, parce que la dénudation de ses montagnes y a dérégulé le régime des eaux, phénomène néfaste trop peu connu.

Si le boisement des bassins supérieurs était suffisant pour donner un débit régulier aux cours d'eau qu'ils alimentent, il suffirait d'y construire de simples barrages pour utiliser leurs eaux à la création de forces motrices. Malheureusement il n'en est pas ainsi, et ce n'est guère que dans les parties basses et peu inclinées des rivières qu'on peut se contenter de barrages pour utiliser leur énergie sur des chutes de quelques mètres de hauteur. Rares relativement sont encore ces eaux qui devraient avoir auparavant fourni de bien plus grandes quantités d'énergie dans la partie supérieure de leur cours. Les chutes de plusieurs centaines de mètres de hauteur ne sont pas rares en montagne. Mais elles ne sont guère

utilisables qu'au prix de coûteuses dérivations et de réservoirs qu'encombreraient bien vite des matériaux détritiques. D'ailleurs la construction des barrages de réservoirs n'est même pas toujours possible en raison des conditions spéciales réclamées par leur établissement, par leurs fondations surtout qui doivent être inaffouillables. C'est ainsi, par exemple, qu'il a fallu renoncer à la création d'un réservoir à Puyvalador, pour ne pas courir les risques d'une rupture de digue qui inonderait la vallée, détruirait les villages et noierait les habitants.

Cette dénudation des montagnes, qui apporte un si sérieux obstacle à l'utilisation de leurs eaux pour la houille blanche, est relativement récente et provient en majeure partie des déboisements inconsidérés commis à la fin du XVIII^e siècle. On se fiait alors aux lois coercitives pour la protection des forêts, et il a suffi que l'application de ces lois fût suspendue pendant huit ans pour faire disparaître un tiers des forêts françaises (1) : « Les uns, a dit MICHELET, défrichèrent pour avoir des terrains à cultiver ; d'autres pratiquèrent des coupes inconsidérées où les troupeaux vinrent pâturer ; enfin les plus pauvres brûlaient les arbres pour en lessiver les cendres, afin d'en extraire les sels de potasse impérieusement réclamés pour la fabrication de la poudre destinée aux armées défendant les frontières de la France. » Les montagnards ne connaissaient pas alors la solidarité du pâturage et de la forêt. En détruisant la forêt pour augmenter les surfaces pacagées, ils ont ruiné leurs pâturages par la suppression des sources qu'elle alimentait et par le ravinement des eaux dont elle ralentissait autrefois le ruissellement. Leurs pâturages desséchés et déchiquetés ont été bientôt surchargés, malgré leur extension, par le bétail qu'ils ne peuvent plus nourrir comme auparavant. Puis, quand l'Etat a voulu réparer le mal en reboisant les montagnes, il s'est heurté contre l'hostilité des montagnards qui ne pouvaient diminuer leurs troupeaux sans se condamner eux-mêmes à la ruine ou à l'émigration (2). De là surgit un déplorable préjugé d'antagonisme entre le pâturage et la forêt.

On connaît aujourd'hui la solidarité des industries forestière et pastorale, ces deux éléments essentiels de l'économie alpestre. On sait, par les expériences de l'Association centrale pour l'Aménagement des Montagnes et de l'Association dauphinoise, qu'il n'est pas nécessaire de déposséder les montagnards pour reboiser leurs terrains dégradés, ni de diminuer leur bétail pour supprimer la surcharge des pâturages, cause principale de la dégradation des montagnes et constant obstacle à tous ses remèdes ; et, puisque la restauration des montagnes demande un certain nombre d'années, c'est une raison de plus pour ne la différer sous aucun prétexte. Maintenant que la politique forestière est aiguillée sur sa voie libérale par la loi du 2 juillet 1913, « tendant à favoriser le reboisement », maintenant qu'est connu le programme d'une régénération sylvo-pastorale ne lésant aucun intérêt (3) et que tous ses éléments ont été vérifiés par l'expérience (4), il faut immédiatement doter la sylviculture privée des encouragements et du crédit (5), faute desquels

(1) Antonin ROUSSET. — « La conservation des forêts et de la terre végétale de la France » : *Le Progrès Agricole* (Novembre 1916).

(2) « Le déficit de la population dans les régions montagneuses » *Journal de la Société de Statistique de Paris* (Février 1917).

(3) « Le repeuplement des montagnes et la défense nationale » *Revue Politique et Parlementaire*, 1916, page 378.

(4) PÉRONA. — « L'œuvre de l'Association Centrale pour l'aménagement des montagnes » *Revue forestière italienne* « *L'Alpe* » anno XF-9-12 (traduction française dans « *Pins et Résineux* » Bordeaux. 5 avril. 1914).

(5) Une proposition de loi sur le Crédit Forestier est déposée depuis le 20 juillet 1916 à la Chambre des Députés.

(1) Louis BARBILLON. — « L'utilisation de la Houille blanche et la réduction de notre importation houillère », conférences 1916-1917 à l'Association Française pour l'avancement des Sciences, page 310.

(2) Yves GUYOT. — « Les ressources et les besoins dans le monde » *Journal de la Société de Statistique de Paris*, 1917, page 261.

elle n'a pu réparer pendant le XIX^e siècle le désastre forestier des années précédentes et ne pourrait pas davantage remédier à l'hécatombe actuelle, dont un ancien ministre de l'Agriculture a révélé l'importance (1).

Cette régénération, depuis longtemps réclamée pour défendre la France contre le fléau des inondations, est plus indispensable encore pour lui conserver ses ressources en houille blanche, si gravement compromises par son sacrifice forestier (2), pour lui permettre de les utiliser et pour remédier à la pénurie du charbon.

L'assagissement des eaux est le problème capital du XX^e siècle, si justement appelé le siècle de l'eau. On sait que l'unique solution de ce problème repose sur le reboisement, et il est inadmissible que diverses catégories de capitaux en soient encore écartées par des dispositions législatives ou administratives (3). C'est une anomalie qu'il est essentiel de faire disparaître au plus vite. Nul ajournement n'est plus permis depuis que les enseignements de la guerre ont mis en évidence les désastreux effets d'une trop longue imprévoyance.

Paul DESCOMBES,

Directeur honoraire des Manufactures de l'Etat.

(1) H. GOMOT. — "Adieu nos belles forêts !" *Le Petit Journal*, 9 janvier 1918.

(2) "La répercussion forestière de la guerre" *Bois et Résineux*, 26 mai 1918.

(3) "Le reboisement et le concours des initiatives" *Bulletin de la Société Académique de Poitiers*, mars 1918.

Les importations ligneuses consignées sur l'Annuaire des Eaux et Forêts de 1914 permettent d'ailleurs d'évaluer approximativement la consommation et le déficit de la production avant la guerre, qui sont résumés pour 1912 dans le tableau ci-dessous.

Ainsi, dès l'année 1912, les bois d'œuvre produits en France n'alimentaient plus la moitié de la consommation normale, et le déficit devait être comblé par l'importation de plus de 7 millions de mètres cubes compris dans les statistiques, sans compter les quantités considérables qui n'y sont pas chiffrées et surpassent les exportations.

L'importation des bois, ralentie par les hostilités, s'est trouvée réduite depuis le mois d'août 1914 jusqu'à la fin de décembre 1917, à 1.500.000 mètres cubes, tandis qu'elle aurait introduit 25 millions de mètres cubes (5) pendant cette période de trois ans et cinq mois si la situation fût restée normale. Mais la guerre, qui suspendait l'importation du bois d'œuvre, en a fait accroître la consommation dans des proportions formidables pour édifier nos lignes de défense, nos abris, nos tranchées et des baraquements de toute espèce, sans qu'il soit possible de préciser son accroissement. Si cette consommation a seulement été doublée, elle a dépassé 95 millions de mètres cubes dont il a fallu couper 94 millions dans les forêts de l'arrière (6) ; et, en tenant compte de ce que les bois situés sur le front ont été saccagés par la mitraille, de ce que ceux des départements envahis ont été systématiquement démenagés, le bois d'œuvre disparu des forêts françaises pendant les quarante-un premiers mois de la guerre excède cent millions de mètres cubes ; il correspond à l'abatage d'une quinzaine de possibilités annuelles (7), c'est-à-dire que l'ensemble de ses coupes est anticipé de plus de dix ans.

BOIS D'ŒUVRE CONSOMMÉS EN 1912

CATÉGORIES DE BOIS	POIDS EN TONNES MÉTRIQUES	MÈTRES CUBES (1)	PROVENANT DE MÈTRES CUBES EN GRUME	TAUX 0/0
I. — Production des Bois français :				
Soumis au régime forestier			2.253.322	48
Non soumis			4.458.834	
II. — Importations :				
Bois bruts, perches ou rondins	356 302	712.604	712 604	52
Bois ouvrés, sciages ou merrains (2)	1.502 571	3.005 142	4.507.713	
Pâte de cellulose (3)	420 692		2 103.460	
Bois incorporés dans les navires ou ustensiles importés (4)			Pour mémoire	
Bois ayant servi à l'emballage ou arrimage de produits importés (4)			Pour mémoire	
Consommation nationale			14.035.933	100

LA RÉPERCUSSION FORESTIÈRE DE LA GUERRE

La France sacrifie ses réserves forestières et jusqu'aux arbres des routes pour repousser l'agression préméditée de la barbarie. L'effort qu'elle devra faire après la guerre pour reconstituer au plus vite ses ressources ligneuses étant considérable, il est dès maintenant indispensable d'en préparer les éléments, d'en apprécier l'étendue, et d'examiner à ce point de vue quelle était la situation forestière avant la guerre, puis les changements qu'y ont apportés les hostilités. Voici ce que nous avons écrit à ce sujet (2) dans la *Revue Bois et Résineux*.

La France ne possédait avant la guerre, d'après les renseignements publiés en 1912 par le Ministère de l'Agriculture dans « Statistique et Atlas des forêts de France », qu'un boisement de 18,7 %, inférieur de près de moitié à la proportion normale du tiers ; et, quoique la crise sur les bois d'œuvre prédite par M. Mélard ne fût pas encore aiguë, leur production intérieure était loin de suffire à la consommation nationale.

Le nombre d'années dont se trouvent avancées les coupes est d'ailleurs loin d'être uniforme. Pendant que l'administration des Eaux et Forêts, le Comité général des bois, l'inspection générale des bois, les centres des bois et les services forestiers des armées

(1) 2 mètres cubes par 1 000 kilos, en raison de leur faible densité (cèdre 0.400) ; peuplier, 0.450 ; sapin, 0.408 à 0.560)

(2) 3 mètres cubes en grume pour 2 mètres cubes bois ouvré.

(3) 5 mètres cubes de bois pour 1.000 kilos pâte.

(4) Leurs quantités, non mentionnées dans les statistiques, sont supérieures aux exportations que, par suite, il n'y a point lieu de déduire.

(5) $7.323.777 \times (3 + \frac{5}{12}) = 25.017.811$ mètres cubes.

(6) $14.035.931 \times (3 + \frac{5}{12}) \times 2 = 95.853.480$ mètres cubes. La consommation a dépassé l'importation de $95.853.480 - 1.500.000 = 94.353.480$ mètres cubes.

(7) $\frac{100.000.000}{6.712.156} = 14,9$ (abatage d'une quinzaine de possibilités annuelles)

combinent leurs efforts pour réduire à l'anticipation de quelques coupes pratiquées suivant les règles d'aménagement le dommage des forêts soumises au régime forestier (1), les forêts particulières sont bien plus gravement atteintes. Beaucoup sont complètement rasées et cet immense péril, signalé dès le début par les écrivains forestiers (2), s'aggrave chaque jour depuis que les équipes forestières des Etats-Unis et du Canada fournissent abondamment la main-d'œuvre dont le défaut avait retardé quelques coupes au commencement de la guerre. Leurs propriétaires, autrefois enclins à l'exagération des abatages, se groupent pour les limiter (3), atténuer ainsi la crise ligneuse et faciliter la restauration sylvestre. L'organisation dans les Alpes-Maritimes, l'Ardèche, l'Aveyron, le Tarn, de sociétés pour le reboisement montre à quel point le public apprécie la gravité de la situation forestière, l'urgence aussi d'y remédier autrement vite qu'aux destructions forestières commises pendant les dernières années du dix-huitième siècle, dont l'effet rejait encore sur un désastre actuel non moins considérable.

L'effort de tout un siècle n'avait pu réparer qu'un dixième de ces destructions (4) parce que la législation, méconnaissant les particularités de la propriété forestière, secondait mal l'orientation des initiatives et des capitaux vers le reboisement, parce que la sylviculture privée restait dépourvue d'encouragements comme de crédit. Il aurait pourtant suffi d'appliquer à temps le programme forestier de l'Economiste Français (5) pour mettre la production du bois en équilibre avec la consommation normale ; mais la loi « tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées » n'a posé que le 2 juillet 1913 la première assise d'une politique forestière libérale. C'est ainsi qu'en temps de paix la dénudation du sol a creusé dans la population française un déficit de plus de cinq millions d'habitants (6), dans la richesse publique une brèche de deux millions par jour (7), et de semblables enseignements doivent être utilisés au plus vite. Il est indispensable que la France se prépare immédiatement à la bataille économique de demain (8) en complétant dès aujourd'hui la législation libérale des forêts privées dont tous les éléments, condensés dans « la Défense forestière et pastorale » (9), ont été développés dans le cours de sylvonomie fondé par l'Association centrale pour l'aménagement des montagnes à la Faculté des sciences de Bordeaux. Qu'elle supprime immédiatement les entraves au reboisement, et dès la victoire finale l'effort de vingt années suffira pour assurer la régénération sylvo-pastorale.

La France étant dans la nécessité de suppléer par la houille blanche à l'insuffisance de ses combustibles minéraux, l'assagissement des eaux est pour elle le problème capital du vingtième siècle. C'est en reboisant ses montagnes et ses terres incultes qu'elle résoudra ce problème, supprimera les désastres des inondations, produira le bois nécessaire à son industrie et renforcera toutes les sources de sa richesse, de sa beauté, de la salubrité ; et la guerre elle-même s'est chargée de lui montrer par toutes ses répercussions économiques combien il est urgent de courir à ce résultat qui devrait être depuis longtemps acquis.

Paul DESCOMBES,

Directeur honoraire des manufactures de l'Etat.

(1) L. DABAT "Les exploitations forestières pour les besoins des armées" (*Bulletin de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture*, mars 1918).

(2) HICKEL : "Mesures à prendre pour assurer nos besoins en bois après la guerre" (*Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, février 1916). — CH. GUYOT : "La forêt et la guerre" (*Le Correspondant*, 25 janvier 1917). — DEMORLAINE : "Les dommages de guerre aux forêts" (*Revue des eaux et forêts* 1917, page 107). — PARDE : "Enseignement forestier de la guerre" (*Revue des eaux et forêts* 1917, page 13).

(3) La réquisition des bois dans les Landes (*Bois et Résineux*, 7 avril 1918).

(4) P. DESCOMBES : "Le reboisement et le développement économique de la France" page 104. Paris 1918, Berger-Levrault, éditeur.

(5) "Le problème du reboisement" (*L'Economiste français*, 16 novembre 1907).

(6) "Le déficit de la population dans les régions montagneuses" (*Journal de la Société de statistique de Paris*, février 1917).

(7) "Le reboisement et le développement économique de la France" page 111 (même source).

(8) Victor BORET : "La bataille économique de demain" Paris 1917, Librairie Payot.

(9) P. DESCOMBES "La défense forestière et pastorale" Paris 1911, Gauthier-Villars, éditeur.

COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE DES FORCES HYDRAULIQUES

Textes des Procès-Verbaux des Séances

PREMIÈRE SÉANCE DU 21 JUIN 1917 (13^e Séance)

Présents MM. KLOTZ, Président ; AL. BÉRARD, LOURTIES, M. RÉVILLE, LÉON PERRIER, MARGAINE, BERTHÉLEMY, ROUSSEAU, FÉRET DU LONGBOIS, MAHIEU, SALLES, BLAZEIX, CHARMEIL, DABAT, TROTÉ, Colonel MAISON, Commandant CAMEN, CONTE, DUPONTEIL, CORDIER, BOUCHAYER, BOUGAULT, ILLIER, TEISSIER, TISSERAND, LÉPINE, PÉRIER DE FÉRAL, PETIT, LORTIE. Excusé : M. MONESTIER.

La séance est ouverte à 10 h. 1/4.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons aux redevances en nature. Voici un texte proposé par M. Mahieu :

« Des réserves en eau ou en force pourront être prévues par « l'acte de concession, le cahier des charges fixera le délai pen- « dant lequel elles devront être tenues à disposition ainsi que « les diverses conditions d'utilisation y compris, s'il y a lieu, leur « remise à disposition totale ou partielle après l'expiration du « délai susvisé. — « Il sera tenu compte de l'importance des résér- « ves en nature dans l'établissement du taux des redevances con- « tractuelles en argent ».

M. MAHIEU — Le principe est le suivant : Il a été convenu que des réserves en eau ou en force pourraient être faites et que ces réserves ne pourraient pas rester inutilisées. D'autre part, seul le cahier des charges peut déterminer l'importance et la destination de ces réserves parce qu'elles peuvent varier suivant les circonstances ; il fixera en même temps un délai dans lequel ces réserves devront être utilisées. Supposons qu'au bout de ce délai, les réserves n'aient pas été employées ; je propose de dire, pour ne pas gêner l'industriel, qu'il aura le droit de les vendre ou de s'en servir, seulement, si l'autorité concédante, pour les services publics de l'Etat, des départements, des communes ou des syndicats décide ultérieurement qu'elle va utiliser tout ou partie de l'excédent non utilisé, elle prévient l'industriel qu'elle est décidée à le faire et l'industriel doit livrer cet excédent dans un délai de .. Voilà le mécanisme de la formule.

Enfin, pour l'étude des redevances en argent, il doit être tenu compte de l'importance des réserves en eau ou en force, de façon que les charges totales supportées par les industriels soient les mêmes qu'il y ait réserves ou pas.

M. LÉON PERRIER. — Je suis d'accord avec M. Mahieu. Nous attachons, nous, représentants particuliers des intérêts agricoles, une importance considérable aux réserves en eau et en force et je demanderai même que, dans les actes de concession, on fasse passer ces réserves avant les redevances en argent.

Il est nécessaire évidemment que ces réserves en eau et en force jouent avec la question argent. Il faut qu'elles soient toujours à la disposition des départements, des communes, des syndicats, etc., qui en auraient besoin pour un développement collectif. Il faudra donc les prévoir dans le contrat et diminuer les redevances en argent au fur et à mesure que les réserves seront utilisées, mais j'insiste particulièrement sur les réserves en eau ; il faut toujours qu'elles puissent être utilisées par une collectivité ; il ne faut pas qu'à un moment donné, les collectivités puissent être forcloses au point de vue de l'utilisation de ces réserves.

Nous sommes d'accord là-dessus ?

M. MAHIEU. — Nous sommes d'accord pourvu qu'il y ait un préavis. Si la collectivité n'a pas utilisé les réserves dans le délai prescrit, elle pourra dire à toute époque à l'industriel : je vous prévienne que dans n... ans, j'aurai besoin de la force ou de l'eau.

M. LÉON PERRIER. — Et, au fur et à mesure de l'utilisation des réserves en nature, les redevances en argent diminueront.

M. MARGAINE. — Conformément au principe que j'ai déjà expliqué, nous avons, nous, exclu les réserves en eau et en force. Nous poursuivions toujours la même idée : la production à prix de revient très bas. Pour nous, les fournitures en nature ne corres-